

# ligue communiste

section française de la quatrième internationale



On nous traite de « gauchistes », voire de « casseurs ». Le gouvernement, la bourgeoisie essaient parfois de nous utiliser pour faire peur. Que voulons-nous au juste ?

● Nous voulons que les choses changent pour de bon. Nous voulons qu'elles changent comme le voulaient les centaines de milliers de travailleurs qui, en Mai 68, criaient : « Dix ans, ça suffit ! ».

Alors, quinze ans, c'est décidément beaucoup trop !

La corruption, la banqueroute du régime sont à présent connues de tous : trafic d'influences, pots de vin, spéculation immobilière, tout y est ! En revanche, pour les travailleurs, c'est toujours le chômage, les salaires inférieurs à 1000 francs, l'insécurité ou la misère pour les vieux, les cadences, les brimades, en particulier contre les jeunes et les travailleurs immigrés.

A bout de souffle et d'imagination, le pouvoir promet aux Français la prospérité pour... 1985 ! A condition bien entendu que les travailleurs acceptent d'ici là la semaine de travail la plus longue d'Europe, les salaires les plus bas, et l'emballément des prix !

Ça n'est pas possible. Ça n'est pas pensable. C'est pourquoi il existe une telle volonté, massive et résolue, de changement. La question posée, c'est : comment et vers quoi ? Là-dessus partent les divergences au sein du mouvement ouvrier.

Sommes-nous des rêveurs, n'avons-nous pas les pieds sur terre quand nous disons que le socialisme est possible et nécessaire ?

● Non. Nous affirmons seulement qu'il n'y a pas de rafistolage, d'aménagement possibles de ce système, qu'il restera ce qu'il est aussi longtemps que patrons et bourgeois monopoliseront les richesses et décideront seuls de leur utilisation.

Il est possible de supprimer le chômage, de réduire massivement la durée du travail. C'est même la condition indispensable pour que les travailleurs aient le temps, le goût et les moyens de prendre en mains leur propre sort, d'organiser collectivement la société, de produire enfin pour la satisfaction de leurs besoins réels.

On nous dit que c'est viser trop haut, qu'on risque de désorganiser la production.

Voire. Il y a du pain sur la planche pour tout le monde. Sans aller chercher bien loin, les besoins non satisfaits en matière d'éducation, de santé, de transports, de logements donneraient de la besogne pour tous.

Ensuite, il y a tout le gaspillage auquel se livre une société comme la nôtre. Les entreprises pharmaceutiques engouffrent quelques 700 millions lourds par an en frais de publicité. Sans parler des dépenses d'armement.

Alors, certains nous disent encore que le socialisme c'est tentant, ce serait sûrement mieux, mais est-ce que cela vaut la peine d'en courir le risque ? Est-ce qu'il ne vaut pas mieux se contenter des miettes qu'on peut encore arracher à la société capitaliste ?

● Il faut être conscient que les choses ne restent pas stationnaires. Pour obtenir un sursis, pour prolonger le règne de ses privilèges, la bourgeoisie ne reculera devant rien. Dans sa course effrénée au profit, elle ravage la nature, elle pollue les villes, elle multiplie les armements. Les tonnes de bombes déversées sur le Vietnam donnent un avant-goût de la barbarie à laquelle elle aura recours pour défendre sa société pourrissante.

Entre la résignation complice et la lutte pour la révolution socialiste, il n'y a pas de troisième voie !

On nous objecte encore : « le socialisme, c'est peut-être la solution. Mais l'Union de la Gauche avec son programme commun, c'est quand même mieux que rien, mieux que le régime UDR en tout cas. C'est un pas en avant et, comme on dit, un tiens vaut mieux que deux tu l'auras ! ».

● D'abord, le but du programme commun, ce n'est pas le socialisme. Les partis de l'Union de la Gauche le disent eux-mêmes : ils restent dans le cadre de l'économie de marché, c'est-à-dire dans le cadre du capitalisme. Et le fondement du capitalisme, c'est l'exploitation des travailleurs.

Le programme commun se propose donc de remplacer le gouvernement actuel et de satisfaire certaines revendications ouvrières importantes.

Mais il ne se donne même pas les moyens d'imposer ces conquêtes à la bourgeoisie. Au contraire, l'Union de la Gauche prétend garder la Constitution, respecter les alliances contractées par la bourgeoisie, de l'alliance atlantique au marché commun capitaliste, et Mitterrand se propose en plus de garder Pompidou, s'il le veut bien.

C'est pourquoi nous disons : le programme commun ne vise pas au renversement du capitalisme, et il ne se donne pas les moyens d'imposer à la bourgeoisie ce qu'il promet aux travailleurs. L'Union de la Gauche se condamne ainsi à gérer provisoirement la société capitaliste.